

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Ordonnateurs secondaires.

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre des affaires étrangères et le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Vu les articles 5, 6 et 64 à 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1965 portant réorganisation du service français du ministère des anciens combattants et victimes de guerre en Algérie, notamment l'article 3,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le directeur interdépartemental exerçant les fonctions de directeur central de l'administration française des anciens combattants et victimes de guerre à Alger est nommé ordonnateur secondaire des dépenses du ministère des anciens combattants et victimes de guerre exécutées en Algérie.

Il liquide et mandate, conformément aux règles de la comptabilité publique, les dépenses imputables sur les crédits qui lui sont délégués à cet effet par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

Art. 2. — A titre provisoire, jusqu'à la clôture des opérations de la gestion 1966, le directeur interdépartemental chargé de la sous-direction d'Oran est institué ordonnateur sous-délégué du directeur central à Alger, dans les limites de la circonscription d'Oran.

Les mandats que cet ordonnateur sous-délégué émet à ce titre sont assignés sur la caisse du payeur auprès du consulat général de France à Oran.

Art. 3. — Le directeur du budget et de la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances, le directeur du personnel et de l'administration générale au ministère des affaires étrangères, le directeur de l'administration générale au ministère des anciens combattants et victimes de guerre et le directeur interdépartemental d'Alger exerçant les fonctions de directeur central de l'administration française des anciens combattants et victimes de guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 avril 1966.

Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'administration générale,
PIERRE DUBOIS.

Le ministre des affaires étrangères,

Pour le ministre et par délégation :

Le ministre plénipotentiaire, directeur du personnel
et de l'administration générale,
HUBERT DE LIMAIRAC.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la comptabilité publique,
Pour le directeur de la comptabilité publique empêché :
Le sous-directeur,
H. VIROLLET.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Modification de l'arrêté du 9 septembre 1964 relatif au diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu l'arrêté du 24 août 1964 instituant un diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 1964 relatif au diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'arrêté du 9 septembre 1964 relatif au diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire est modifié comme suit :

L'article 2 est supprimé.

Article 3 (§ 2°).

Remplir l'une des quatre conditions suivantes :

Soit posséder des titres ou brevets témoignant d'études techniques ou professionnelles apparentées aux méthodes et techniques mises en œuvre dans les activités d'éducation populaire ;

Soit avoir effectué des travaux personnels, tels que recherches, publications, productions artistiques, témoignant d'une vocation pour des activités apparentées à celles qui sont pratiquées dans les organisations de jeunesse ou d'éducation populaire ;

Soit, pour les enseignants, avoir pratiqué des méthodes actives témoignant d'une aptitude aux activités de jeunesse et d'éducation populaire ;

Soit avoir acquis une expérience reconnue au service d'organismes de jeunesse et d'éducation populaire : ministère de la jeunesse et des sports, associations agréées au titre de la jeunesse et de l'éducation populaire ou organismes pouvant leur être assimilés.

Article 4 (§§ 2 et 3).

Les pièces suivantes doivent être jointes à la demande :

1° Un *curriculum vitae* détaillé ;

2° Deux photographies d'identité avec le nom écrit au verso ;

3° Un extrait d'acte de naissance ;

4° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire (les candidats qui appartiennent à la fonction publique en sont dispensés) ;

5° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date établissant l'aptitude à l'enseignement (les enseignants appartenant à la fonction publique en sont dispensés) ;

6° Les pièces ou copies authentifiées et les attestations produites à l'appui du *curriculum vitae* et établissant que le candidat se trouve dans l'un ou l'autre des cas visés par l'article 3.

Le ministre de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves, sur proposition des jurys.

Article 5.

Les jurys chargés d'examiner les candidatures, de faire passer les épreuves et d'apprécier les résultats sont composés comme suit :

Un représentant du ministre de la jeunesse et des sports, président.

Un fonctionnaire de la catégorie A chargé de fonctions administratives.

Un inspecteur principal de la jeunesse et des sports.

Un professeur de l'ordre des lettres des établissements de l'enseignement public.

Un inspecteur départemental de la jeunesse et des sports. Trois conseillers techniques et pédagogiques de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Quatre représentants des associations agréées de jeunesse et d'éducation populaire.

Eventuellement, les professeurs de langues étrangères chargés de faire passer les épreuves facultatives.

Les membres des jurys sont désignés par le ministre de la jeunesse et des sports.

Les jurys peuvent se répartir en autant de sous-commissions qu'il est nécessaire, simultanées ou successives, pour la bonne exécution de leurs tâches.

Article 6.

Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le ministre de la jeunesse et des sports.

Article 7.

Les épreuves de première partie du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire sont les suivantes :

a) Une épreuve de culture générale dont sont dispensés les candidats titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur, ainsi que ceux qui ont satisfait à l'examen d'entrée dans une faculté, assorti d'au moins un certificat de licence.

Cette épreuve comporte un résumé suivi d'un commentaire, l'un et l'autre écrits, d'une causerie faite aux candidats ou d'un document qui leur est distribué, et un entretien avec le jury. Elle est sanctionnée par une note unique chiffrée sur 20. Les candidats ne sont admis à passer les épreuves suivantes que s'ils ont obtenu une note égale ou supérieure à 7.

b) Une épreuve sous forme de questionnaire à remplir, destinée à vérifier que les candidats possèdent les connaissances dont le programme est fixé par circulaire ministérielle. La dernière question demande une rédaction plus ample permettant d'apprécier en outre l'expression écrite du candidat.

c) Trois entretiens avec le jury ; le premier à partir d'un texte court extrait des ouvrages inscrits au programme, le second sur les institutions et la réglementation en matière de jeunesse et d'éducation populaire, le troisième sur un ou plusieurs cas concrets posant des problèmes usuels d'organisation et d'animation.

d) Une épreuve facultative de langues étrangères vivantes.

Article 8.

Peuvent faire acte de candidature à la deuxième partie du diplôme d'Etat de conseiller d'éducation populaire les possesseurs de la première partie du diplôme qui ont effectué l'année d'expérience pratique visée à l'article 1^{er}.

Article 9 (§ 1, dernière phrase).

Elle fait l'objet d'un mémoire rédigé par le candidat, mémoire dont le sujet doit être nettement délimité.

Article 10 (dernier paragraphe).

Le ministre de la jeunesse et des sports arrête, sur proposition des jurys, la liste des candidats admis à se présenter aux épreuves.

Article 11.

Les jurys chargés de suivre les expériences pratiques des candidats, d'apprécier le contenu des mémoires visés à l'article 8, de faire passer les épreuves et d'apprécier les résultats sont composés comme ceux de la première partie, à l'exception des professeurs de langues étrangères, qui sont remplacés par des experts désignés par le ministre de la jeunesse et des sports si le contenu des mémoires remis par les candidats nécessite une telle désignation.

Article 12.

Les sujets des épreuves écrites sont choisis par le ministre de la jeunesse et des sports.

Article 13 (§ b).

Deux épreuves écrites. La première est destinée à apprécier l'aptitude du candidat à situer son action dans un contexte général d'éducation et de culture ; elle consiste en une réflexion sur un sujet proposé ou un texte distribué. La seconde consiste en la rédaction, pour une publication définie et à partir d'une documentation donnée, d'un article court relatif à une question de jeunesse et d'éducation populaire.

Art. 2. — Le chef du service de la jeunesse et de l'éducation populaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1966.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
RENÉ HABY.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1965-1966

Ordre du jour du mardi 24 mai 1966.

A seize heures. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

Discussion du projet de loi (n° 1581) relatif aux sociétés civiles professionnelles. (Rapport n° 1837 de M. Lavigne, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; avis n° 1834 de M. Berger, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.)

Eventuellement, à vingt et une heures trente. — 2^e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Fixation de l'ordre du jour.
2. — Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

Convocation de commissions.

La commission des affaires étrangères se réunira le jeudi 26 mai 1966, à dix heures (local du 9^e bureau) :

I. — Communication de M. de Montesquiou sur l'état des négociations du Kennedy Round.

II. — Examen de l'avis de M. Chamant sur le projet de loi (n° 1810) portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération.

La commission de la défense nationale et des forces armées se réunira le mercredi 25 mai 1966, à dix heures (local n° 249) :

I. — Désignation d'un candidat pour représenter l'Assemblée nationale au sein du comité des prix de revient des fabrications d'armement.

II. — Nomination de rapporteurs pour :

Le projet de loi (n° 1810) portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de coopération ;

Le projet de loi (n° 1811) portant statut du personnel accomplissant le service national actif dans le service de l'aide technique.

III. — Rapport de M. Le Theule sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1804), modifiant l'article 29 de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense relatif à la durée du service militaire.

IV. — Rapport de M. Voitquin sur le projet de loi (n° 1691) portant création de l'institution sociale des armées.

V. — Compte rendu de M. Le Theule sur les problèmes actuels des forces françaises d'Allemagne.

VI. — Rapport de M. Bignon sur la proposition de loi de M. Privat et plusieurs de ses collègues (n° 1712) tendant à créer une commission chargée d'apprécier la situation des militaires de carrière et marins retraités.

VII. — Communication du président.

VIII. — Questions diverses.

La commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République se réunira les mardi 24, mercredi 25 et jeudi 26 mai 1966 (local du 7^e bureau) :

1^o Le mardi 24 mai 1966, à neuf heures trente.

I. — Examen des amendements au projet de loi (n° 1581) relatif aux sociétés civiles professionnelles.

II. — Rapport de M. Le Douarec sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1812), relatif aux sociétés commerciales.

2^o Le mercredi 25 mai 1966, à neuf heures trente.

Suite du rapport de M. Le Douarec sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1812), relatif aux sociétés commerciales.

3^o Le jeudi 26 mai 1966, à neuf heures trente.

I. — Nomination de rapporteurs pour :

La proposition de résolution (n° 1793) de M. Feix tendant à créer une commission d'enquête sur le fonctionnement des services de police ;

La proposition de loi (n° 1826) de M. Pierre Bas relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer.

II. — Rapport de M. Coste-Floret sur le projet de loi (n° 1648) relatif à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion.

III. — Rapport de M. Brousset sur le projet de loi (n° 1692) relatif aux contrats d'assurances et complétant la loi du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance pour les véhicules terrestres à moteur.

IV. — Suite du rapport de M. Le Douarec sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1812), relatif aux sociétés commerciales.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 48 du règlement est convoquée par M. le président pour le mardi 24 mai 1966, à dix-neuf heures, dans les salons de la présidence, en vue d'établir l'ordre du jour de l'Assemblée.

SENAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1965-1966

Ordre du jour du mardi 24 mai 1966.

A dix heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Réponses aux questions orales suivantes :

I. — M. Jean Nayrou signale à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un projet de construction scolaire est en cours d'élaboration depuis décembre 1954 dans la commune de Belestia (Ariège), et qu'au moment où toutes les formalités étaient terminées (décembre 1965), il a été porté à la connaissance de la municipalité que « les crédits ne permettaient pas d'espérer une prochaine réalisation ». En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour financer un projet dont l'exécution est absolument indispensable et pour lequel la municipalité a mis tout en œuvre. (N° 705 — 26 avril 1966.)

II. — Mme Renée Dervaux expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le baccalauréat a été fixé au 6 juin dans la zone Nord de la France. Or, les allègements de programme annoncés n'ayant eu que peu d'ampleur, la surcharge des classes ou l'insuffisance du matériel pédagogique pour certaines matières ne permettront pas aux professeurs des classes terminales de terminer entièrement les programmes pour une date si prochaine. L'inquiétude des parents est renforcée par le fait que les candidats se présenteront sans avoir fait l'expérience de l'ancienne première partie ou de l'ancien préparatoire. Dans ces conditions, elle lui demande s'il entend donner des instructions aux jurys pour que les candidats ne soient interrogés que sur les parties du programme qui leur auront été effectivement enseignées, et plus généralement quelles dispositions il entend arrêter à ce sujet. (N° 708 — 4 mai 1966.)